

Foi de Canayenne errante...

Michèle Lalonde

Volume 14, numéro 6 (84), décembre 1972

L'écriture et l'errance

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/30584ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lalonde, M. (1972). Foi de Canayenne errante.... *Liberté*, 14(6), 41-49.

Foi de Canayenne errante...

J'ai rattaché spontanément le thème de cette Rencontre à une complainte de notre folklore dont le refrain, fort connu, s'enchaîne comme suit :

*un Canadien errant
banni de ses foyers
parcourait en pleurant
des pays étrangers*

Il est l'oeuvre d'un poète en exil. Ils pullulent dans notre littérature. De gré ou de force nous émignons plus souvent qu'à notre tour, parfois même à notre insu et sans nous déplacer d'un pouce. Je m'expliquerai là-dessus.

Le terme *Canadien* invoqué dans le refrain ne renvoie faut-il le dire ni au drapeau rouge et blanc qui flotte au-dessus de l'hôtel où nous logeons actuellement ni au passeport qui m'a été délivré par le Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration du Canada et qu'à toutes fins pratiques d'identification j'emporte avec moi en voyage. Il faut l'entendre, prononcé avec l'accent : un *Canayen* errant. Or, j'ai pour patrie officieuse, méconnue mais authentique et pour tout dire charnelle, cette chanson et quelques autres apprises sur les genoux de ma mère. Je suis à vrai dire ressortissante non d'un pays mais seulement d'une langue, d'un baluchon de mots laissé en héritage par une poignée d'idéalistes ou d'aventuriers

français venus naguère en Amérique avec projet de Nouveau Monde. Par l'effet d'un accident historique et par la force d'institutions politiques que je ne contrôle pas, ma citoyenneté est canadienne. Mon identité toutefois est canayenne, canayouche, canuck. Je n'existe en vérité que selon un certain accent. J'habite cet espace mal défini, cette sorte de no man's land linguistique et politique figuré par le trait d'union dans l'expression *Canadien-français*.

Pour éclairer davantage mon introduction je crois opportun d'indiquer les subtiles transformations de sens que, par une succession de replis tactiques, cette collectivité a fait subir au mot « Canayen ». A l'époque de la Nouvelle-France le vocable, et son superbe équivalent le mot « habitant », servaient à désigner les colons-fils-de-colons, c'est-à-dire nés en terre d'Amérique, par opposition aux fonctionnaires, militaires et autres recrues fraîchement expédiées par la mère-patrie. Sous le régime anglais, les termes restèrent en usage pour distinguer le menu fretin autochtone de la population britannique immigrante ; jusqu'au jour où ceux qu'on avait sans équivoque, et d'ailleurs sans qu'ils y voient eux-mêmes d'inconvénient, identifiés comme *les Anglais*, décidèrent à leur tour de devenir « canadiens ». On mit alors en circulation le vocable « Canadien-français », par réflexe orgueilleux de défense et par souci pointilleux de n'être pas, sans un minimum de précautions oratoires, assimilé allègrement à *l'Autre*. Mais cette distinction légitime, qui n'avait aucune signification légale ou politique réelle, nous installait dans l'ambiguïté, consacrant en quelque sorte notre statut refondu d'indigènes délogés, nous définissait en dernier recours de façon essentiellement négative : ni désormais Canadiens puisque *l'Autre* l'était devenu, ni Français puisque nous étions *canayens* depuis longtemps, mais quelque chose d'incertain et de très menacé, une sorte d'être hybride condamné à errer sans cesse entre les deux termes de l'alternative *dépaysante*, dans un espace culturel resserré comme un ghetto. Au tournant des années soixante, le vocable, avec toutes ses subtiles et pénibles nuances fut violemment rejeté par la jeune génération qui hissa réellement le terme « Québécois » à la ham-

pe de ses poèmes et de ses revendications politiques. (Tant et si bien qu'adoptant une position de solidarité, bon nombre d'écrivains oligèrent par voie de contrat les éditeurs d'anthologies « de la littérature canadienne-française » à ne publier dorénavant que des « anthologies de la littérature québécoise »). Cette mutation du Canadien-français en Québécois marque une date dans la prise de conscience collective. Cependant pour moins ambiguë qu'elle soit, cette définition n'a de sens que dans un ordre que je qualifie d'intentionnel ; elle réfère à un projet plus clair et plus affirmé certes, mais à un PROJET seulement d'exister. Elle change en vérité peu de chose à ma condition objective de canayenne errante, à l'expérience quotidienne que je fais, que nous faisons tous d'un exil sur place. Qu'on en juge par le trajet que j'ai emprunté ce matin même pour venir au Blue Room de l'hotel Windsor dans un Diamond taxi cab dont le chauffeur n'entend en français ni la droite ni la gauche mais qui m'entraîne tout de même via Hutchison Street, Park Avenue et McGregor Street en plein cœur de cette ville réputée mienne et dont les gigantesques panneaux-réclame Hertz-Rent-a-Car et Joe's Steak Pit où le so tender beef est charcoal-broiled et le Stanley's Furniture Room et l'Acropolis Fish Market et l'Imperial Bank of Commerce et quoi encore, cette ville prétendue mienne et dont les panneaux-réclame me saluent au passage comme une... comme quoi ? Je cherche le mot qui pourrait qualifier avec exactitude ma situation dans cet espace physique qui hurle en lettres majuscules mon inexistence. Qui suis-je et où suis-je ? Ce sont bien là les interrogations de l'errance, de la perpétuelle, harassante déportation. Chaque matin des milliers de Québécois passent la frontière linguistique et de 9 à 5 émigrent à l'étranger dans les bureaux de la Sun Life, les ateliers de la Tex-Made ou de la General Motors. La plupart des grandes firmes dressées sur ce que j'appelle avec ironie notre territoire ne reconnaissent pas le français comme langue de travail ; aussi le travailleur moyen est-il dans l'obligation d'accrocher son patrimoine culturel au vestiaire le temps qu'il faut chaque jour pour aller gagner sa vie. A la sortie de l'usine ou du building administratif, le dépay-

sement ne sera pas moins grand pour être moins *compulsory* : transformé dès lors en consommateur dans le mouvement cyclique de l'économie nord-américaine, il sera par toutes les séductions d'une publicité pensée presque exclusivement hors de ses schèmes culturels originaux, sommé d'avalier le A & W's jumbo cheeseburger, de faire réparer le muffler de son auto chez Speedy Muffler et d'éclairer après souper sa paisible lecture de *La Presse-le-plus-grand-quotidien-français-d'Amérique* à l'aide de quelque Westinghouse super-electric light-bulb. Je n'apprends sans doute rien à personne en soulignant l'absurdité parfois douloureuse, parfois tout bonnement loufoque et par là même pathétique de notre condition. Mon propos n'est pas d'entrer ici dans l'analyse de ses composantes politiques dont je laisse à chacun la liberté d'entreprendre l'inventaire. Cependant comment oserais-je tenter de situer avec quelque justesse l'écrivain québécois dans le cadre de ce colloque sans référer à sa situation fondamentale et au poids d'angoisse collective qu'il doit assumer? Celle d'une mort lente par voie d'épuisement, d'émiettement, d'assimilation souriante et sournoise de la nation dont il se réclame. L'écrivain québécois qui a quelque respect et quelque conscience lucide de sa réalité profonde a-t-il d'autre choix que d'exprimer cette angoisse et de faire sien la langue quotidienne traumatisée qui le relie à ses compatriotes? C'est là bien sûr le point crucial du problème, là aussi que les voies d'une errance spécifiquement littéraire s'ouvrent à lui, multiples et imprévisibles. Car au fond, rien ne risque plus de mener tout droit à l'échec de l'expression que le parler populaire québécois, justement menacé de silence définitif, envahi par les anglicismes, agressé du matin au soir dans sa syntaxe même et son esprit et en butte aux milliers d'objets usuels que l'industrie nord-américaine expédie chaque jour sous vocables ready-made et que la paresse mentale, le manque d'information ou l'amnésie pure et simple nous incitent à substituer à des mots français bel et bien existants ou en voie d'être approuvés avec l'imbécile lenteur que l'on sait par les 40 Messieurs de l'Académie. *Comment*, c'est-à-dire de quelle façon, sur quel mode spécifiquement créateur, assumer le parler po-

pulaire ? Par quel bout en somme le prendre pour le privilégié en tant qu'instrument d'écriture ? Témoin par excellence du vécu québécois, à la fois signe d'une difficulté d'expression collective et, comme tout parler populaire, lieu d'une étonnante invention verbale, où conduit-il ? Indique-t-il la dernière étape d'un processus irréversible d'assimilation ou au contraire, une sorte de point alpha, le beau risque à prendre, la chance en somme de forger, à l'aide même des menaces qui pèsent sur elle, une langue française d'Amérique, c'est-à-dire, notre langue ? En posant la question en ces termes, je trahis bien sûr ma propre orientation. Le fait de courir ce que j'appelle le beau risque ne me rassure pourtant en rien sur l'aboutissement de ma démarche. Je fais un acte de foi ou de crédulité, qu'importe. Il me semble tout simplement qu'hors de ce choix, l'écrivain québécois ne peut que s'aventurer davantage hors de lui-même, de sa véritable problématique, s'éloigner des êtres et des choses qui l'ont fait ce qu'il est et s'engager sur la voie d'une errance pire qui l'accule tôt ou tard à l'inauthenticité, à l'irréalité.

Or, nous avons maintes fois par le passé sombré dans l'irréalité. Nous n'avons de véritable tradition qu'orale : bagage de chansons, de contes, menus trésors d'invention, de mots adaptés à la nature du sol ou gaiement chipés à l'Anglais, de canadianismes bien frappés mais hélas canadiens et irrecevables selon Larousse... Le parler populaire avec son parfum de ferme ou d'atelier ne correspondait guère à l'idée prestigieuse que nous nous faisons d'une littérature écrite, dont les exemples nous arrivaient de France voire d'autres pays culturellement surdéveloppés. Pour atteindre à la splendide hauteur de la *Légende des siècles* ou de quelque autre chef-d'oeuvre de l'époque, il fallait bien sûr en emprunter résolument le ton. Cela fut fait. Nous émigrâmes ainsi successivement avec plus ou moins de bonheur ou de profit sur le mode romantique, symboliste, et etcétera, dans une tentative désespérée de rejoindre la mère-patrie qui nous précédait toujours de quelque mouvement littéraire ou philosophique irrattrapable, jailli d'une problématique spécifiquement européenne. Au terme de ce processus, le divorce entre un grand

nombre d'écrivains et la masse des parlants-québécois, favorisé par une conjoncture socio-politique assez triste que je ne m'attarderai pas à évoquer ici, était dans les années 45 à 50 à peu près consommé. Expatrié sur place mieux que quiconque des siens, l'écrivain québécois n'avait plus qu'à exprimer son échec à communiquer. Les esprits hautains pouvaient toujours chercher refuge permanent dans la certitude d'avoir raison en maudissant l'obscurantisme et l'indifférence populaire. Dans la plupart des cas le soliloque de l'écrivain ou de l'intellectuel s'avérait cependant douloureux. L'exil (l'exil physique s'entend) et l'assimilation à la société française s'offrait à certains comme la seule possibilité d'intégration à une collectivité susceptible d'entendre leur bon langage et de répondre sur le même ton. D'autres furent moins chanceux, s'égarèrent dans la folie, frochèrent le suicide ou s'y abandonnèrent. Notre état de perpétuelle tension entre des modèles linguistiques et culturels opposés, c'est-à-dire fermés sur leur respective logique, s'apparente en vérité à un processus schizophrénique.⁽¹⁾ Quand, vers le milieu des années '50 et avec une candeur que je vous laisse à deviner, je m'aventurai à écrire, je disposais, comme la plupart des jeunes écrivains, d'au moins deux instruments d'expression, deux langues à peu près imperméables l'une à l'autre et également inadéquates quoique sous des rapports différents : ma langue maternelle, humiliée, maladroite, méprisée de l'intérieur et de l'extérieur et reflet somme toute de ma condition de *Canayenne*, et puis, l'Autre, la réputée vraie, l'authentique, la grammaticalement et syntaxiquement pure, l'apprise-par-coeur, bref la française. (Je ne dis rien de la langue anglaise, omniprésente, omnipuissante et insidieusement mêlée à tous mes mécanismes de pensée.) D'un côté donc, une langue affaiblie mais première, investie d'émotion et de réalité, de l'autre une langue riche mais seconde, récupérée dans les livres et renvoyant à l'écrit. De même pouvais-je contempler d'un bord la

(1) Pour une analyse percutante de cette bi-polarité on pourra consulter l'essai de Jean Bouthillette : *Le Canadien-français et son double*. Aux Editions de l'Hexagone.

ville, mon père, ma mère, les camarades, la vie ; de l'autre, la Littérature. Je ne percevais pas le moins du monde à cette époque le lien nécessaire entre la réalité et le propos de l'écriture. Je ne saisisais pas davantage chez les grands écrivains que j'admirais, le rapport fondamental, et parfois combien laborieusement préservé, entre l'expression et l'expérience vécue. J'étais encore plus loin de soupçonner les multiples échanges possibles entre langue parlée langue écrite et bref le degré d'enracinement de ces auteurs dans leur propre culture et les circonstances de leur vie restaient pour moi chose obscure. Allégée de toutes ses références au réel, l'oeuvre littéraire m'apparaissait je crois bien comme une sorte d'ensoi, produit de la seule virtuosité langagière, d'une espèce d'accélération de l'imagination en fuite, une entreprise d'évasion somme toute parfaitement réussie. C'est par de longs détours et tout compte fait assez tardivement que j'ai finalement compris qu'il n'en pouvait aller ainsi sans une corruption profonde du pouvoir même de la parole.

Je ne propose en aucune façon ma démarche comme caractéristique de l'écrivain québécois. J'apporte simplement un témoignage personnel pour rappeler que nous sommes ici constamment et parfois même avant toute tentative ambitieuse d'expression, menacés de rupture avec nous-mêmes, aliénés à des modèles d'identification empruntés de bonne foi, ou à nous imposés par divers procédés d'intimidation culturelle dont nous n'avons pas toujours parfaitement conscience. Or en aucun cas l'entreprise littéraire doit-elle servir à nous éloigner davantage de notre réalité. C'est pourquoi je dis que le projet d'écrire de chacun est intimement lié au projet collectif d'exister une fois pour toutes et de nous exprimer librement en Amérique et en Américains. Pour cela il doit passer me semble-t-il par la fréquentation amoureuse et la redécouverte du franc parler québécois.

Octavio Paz écrit quelque part que la Révolution qu'on attend ne survient jamais ; qu'elle est toujours autre que celle qu'on appelait. J'applique cette pensée à mon propos. Nul ne sait ce que sera au bout du compte notre littérature et si elle s'intégrera avec la facilité espérée à l'ensemble des littératures

d'expression française. Je crains qu'elle ne soit, par l'entreprise des jeunes romanciers, en train de s'annoncer baroque, échevelée, foisonnante de néologismes et d'américanismes, exubérante, déconcertante, un peu folle. L'important toutefois me paraît être qu'elle soit intensément nôtre et par conséquent rigoureusement authentique. C'est-à-dire assez belle pour mériter, si besoin est, d'être traduite.

MICHÈLE LALONDE

POST-SCRIPTUM

A l'intention surtout du lecteur québécois je me dois d'ajouter une remarque critique au témoignage qui précède en raison des ambiguïtés que j'y trouve à la relecture. La perception de la « belle » langue française comme « seconde » et en quelque sorte « étrangère » tient bel et bien à un vice de perspective qui nous invite à surévaluer, en raison de leur puissant contenu émotif, les moindres caractéristiques, déviations, maladresses ou traits d'originalité du parler québécois. J'insiste sur le facteur psychologique qui trouble notre appréciation de la question linguistique. En fait, pour rester objectif, il faut reconnaître que, sous le rapport de la syntaxe, notre parler doit s'entendre (i.e. s'entend encore en 1972) comme une variante très caractérisée du français, une façon justement de le parler et non comme une *autre* langue. Cependant nous avons mis beaucoup de temps à le privilégier comme nôtre. Une longue habitude de mépris envers nous-mêmes nous avait conduits à le considérer ni plus ni moins comme une façon exemplaire de *mal* parler français... La référence au modèle était donc humiliante et incriminante pour nous. Entre la langue que nous parlions effectivement et celle que nous aurions dû parler, nous sentions comme un gouffre. Mais au détour des années '60, renversement bout pour bout d'attitude : la volonté d'assumer positivement notre réalité et notre culture nous a fait prendre progressivement conscience de sa valeur en tant qu'instrument d'expression parfaitement accordé à ce que nous sommes et à ce que nous vivons. Par opposition (toujours...) le français de France apparaît dans son splendide éloignement aussi peu adapté à nos besoins spontanés de dire qu'une langue véritablement « étrangère » pour ne pas dire morte. (Nou-

velle observation en effet : étant fort mal placés pour enregistrer les quotidiennes transformations que les gens de France ou de la francophonie dessée à la française font subir à leur langue, celle-ci nous apparaît d'où nous sommes comme *achevée* ; indiscutable, imperfectible, intemporelle, contenue tout entière dans sa grammaire, un peu comme le latin. Invités à entrer dans cette gangue, un parti s'offre à nous : celui de nous proclamer résolument décadents mais, au moins, saufs, si tant est qu'hors d'une langue vivante pas de salut pour l'écrivain... Autre considération : la maîtrise du *beau parler* restait ici le privilège réservé aux possédants de ce qu'il est convenu d'appeler la culture secondaire, c'est-à-dire une certaine classe favorisée sous le double rapport de l'instruction et de l'argent ; le souci d'assumer la problématique des couches populaires qui, essentiellement, composent la nation nous invite, encore une fois à régler des comptes avec la mère-patrie...)

Tout ceci pour conclure que cette série de révélations commandait chez nous une conversion de l'ancien mépris-de-soi en rejet plus ou moins agressif de la prestigieuse norme française, dorénavant perçue comme « aliénante ». Les jeunes écrivains, plus particulièrement les dramaturges, entreprirent d'opérer cette conversion. J'en suis également là. Je déclare donc que je vois dans cette tactique de rejet un réflexe de santé indéniable mais que j'anticipe par ailleurs un déplacement périlleux du vrai problème et un nouveau danger de mystification ou d'*errance* proprement linguistique celle-là : le parler québécois adopté sous l'angle de sa caractérisation extrême risquant de sombrer un jour ou l'autre à notre insu dans un joyeux patois entendu de nous seuls et refermé sur l'inside joke de notre situation coloniale. On peut s'aventurer à prédire que notre prise de conscience de toute la question linguistique s'apprête à déboucher sur une crise intéressante et peut-être décisive que les écrivains auront je l'espère la lucidité de traverser avec un minimum de solidarité et sans sombrer dans la simple sempiternelle chicane. Enfin à défaut de pouvoir mieux qu'un autre prophétiser l'issue de cette question je reviens sur l'importance du facteur *émotif* : un rapide exercice de psychanalyse peut nous révéler en effet que notre perception de la distance entre langue française-québécoise et langue française-française a tout compte fait très peu changé. En d'autres termes, nous percevons toujours cette distance comme énorme. Cela revient tout bonnement à dire que le modèle français nous impressionne toujours autant, quoique, récemment, de façon surtout négative...

En fait, aussi longtemps que nous n'aurons pas purgé notre relation au modèle culturel français de ses derniers vestiges d'émotivité nous ne pourrions procéder à une authentique révision critique de notre *parlure* ni fonder avec assurance nos entreprises littéraires sur une langue vivante identifiée objectivement comme nôtre.